front libertaire

des luttes de classes

Edité par : —
ORGANISATION
REVOLUTIONNAIRE
ANARCHISTE

CONTRE les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.
POUR la gestion directe ouvrière et l'Internationale.

NUMERO 5
FEVRIER 1971
Prix : 1 F

ON SEQUESTRE

EDITORIAL

La répression du Pouvoir qui, jusqu'à maintenant, s'était surtout portée sur les lycéens et étudiants, vient de s'élargir à d'autres couches de la population ; celles, on le pense bien, qui ont des raisont certaines de ne pas être satisfaites du système actuel. Impuissant devant les contradictions internes du capitalisme, le Pouvoir veut continuer à imposer sa loi et pour cela il est obligé maintenant de recourir à la violence directe, spectaculaire.

La participation, les Contrats de progrès, en un an tout commence à s'effriter. Les travailleurs s'aperçoivent peu à peu du bluff de la classe dominante. Et face à la violence du Pouvoir ils ne peuvent répliquer que par la violence révolutionnaire : séquestration de patrons et de cadres, grèves sauvages, sabotage. Ainsi les travailleurs renouent avec la tradition du prolétariat à l'origine. L'action directe seule permet d'obtenir des résultats concrets et immédiats, de faire reculer le patron, de donner une conscience de classe aux travailleurs, et d'accélérer le processus révolutionnaire.

Les paysans également se trouvent maintenant nez à nez avec les tristes soldats du système. Ils découvrent le vrai visage du Pouvoir. Ils doivent comprendre qu'il leur faut se rallier sur les positions de classe du Prolétariat, imitant en cela un certain nombre d'étudiants et de cadres déjà ralliés au socialisme.

Et c'est déjà dans la solidarité envers nos camarades de combat que se réalisera l'unité des exploités. Chaque camarade victime du système doit savoir que nous sommes là pour le soutenir. La solidarité est le premier des devoirs, mais par delà elle nous devons tendre à faire disparaître les « chapelles idéologiques » qui parlent au nom du socialisme et qui n'en sont que des caricatures. Nous devons dénoncer et condamner le stalinisme et le léninisme dont les effets sur la Révolution d'Octobre se font encore sentir de nos jours. Ceux qui reproduisent un schéma identique à celui de la société actuelle, même s'ils changent de termes, ne pourront jamais permettre la réalisation du socialisme. Front Libertaire mène une lutte politique qui donne véritablement naissance au socialisme, c'est-à-dire à l'autogestion, à la démocratie directe, par une accentuation incessante des luttes anti-capitalistes et anti-étatiques, jusqu'au point de rupture révolutionnaire.

C'est aujourd'hui que le nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire prend forme. Pour notre part nous sommes partie intégrante de celui-ci et nous soutenons ses formes d'action qui sont celles de la Révolution.

L'équipe rédactionnelle de Front Libertaire demande à tous les sympatisants et à tous les Cercles F.L., de faire parvenir au journal toutes les informations locales dont ils peuvent avoir connaissance, de faire des comptes rendus détaillés des actions menées, de joindre des extraits, s'il y a lieu, de la presse (bourgeoise et gauchiste) locale.

L'ARMÉE C'EST LA TOLE DU PEUPLE

Depuis le 17 décembre, Sylvain PUTTEMANS a entamé une grève de la faim : vu son état, il est actuellement à l'Hôpital militaire de Lille.

Après avoir refusé d'effectuer son service militaire pour ne pas être selon ses propres paroles « transformé en robot », il était condamné par le tribunal militaire de Lille à 18 mois de prison avec sursis.

N'acceptant pas d'une part de se faire réformer par un biais médical quelconque, et refusant d'autre part la loi sur l'objection de conscience qu'il connait mais qui, dit-il ne le concerne pas, Sylvain PUTTEMANS fait d'emblée de son refus un acte politique et révolutionnaire.

On sait en effet que le statut d'objection de conscience peut être obtenu pour des motivations d'ordre « religieuses, philosophiques et humanitaires » !

Anarchiste, PUTTEMANS a bien compris que l'armée n'est qu'un des rouages de la société d'encasernement, et qu'on ne peut la refuser au nom de principes qui par ailleurs sont les supports de la société d'exploitation. Déterminé dans sa conviction que l'armée est un des instruments d'a(bru)bêtissement aux mains des classes possédantes. Malgré cette condamnation Sylvain PUTTEMANS refuse catégoriquement d'être militaire.

SYLVAIN PUTTEMAMS, DOIT ÊTRE LIBÉRÉ

Cet acte de désobéissance civile totale est à notre connaissance le premier en France : tous les révolutionnaires doivent le soutenir activement.

Comité de Libération de S. PUTTEMANS

MARDI 5 JANVIER, un premier meeting improvisé réunissait quelques camarades qui créaient le comité de libération de Sylvain Puttemans ; ces camarades décidaient de se rendre à l'Hôpital militaire où Sylvain poursuit sa grève de la faim. Ils réussissent à pénétrer dans l'hôpital et transmettent un message de soutien à notre camarade

LE JEUDI SUIVANT, avait lieu un meeting à l'appel du comité de libération de S. Puttemans et du Cercle Front Libertaire de Lille ; après un exposé des conditions auxquelles sont soumis les conscrits, une série d'actions était décidée : diffusion de tracts (aux appellés, aux jeunes travailleurs) bombage des voitures d'officiers, etc...

SAMEDI 9 JANVIER, une manifestation éclair avait lieu dans le centre de Lille.

JEUDI 14 JANVIER, un meeting réunissait à la cité universitaire d'Annappes a une centaine d'étudiants ; meeting organisé par le comité Secours Rouge et par le cercle Front Libertaire d'Annappes, où fut fait le procès de l'armée, et à la suite duquel, un mannequin représentant un militaire fut brulé. On appela ensuite à une mobilisation en vue du deuxième procès de Puttemans.

On a pu remarquer que certaines organisations ont boudé ces diverses manifestations, notamment l'Union Pacifiste de France.

Nous condamnons le militarisme sous quelque forme que ce soit, car nous considérons qu'il n'a d'autres objectifs que de défendre la propriété et l'autorité.

L'armée condamne les jeunes à l'encasernement, et tend à devenir un véritable creuset pour la formation de citoyens et contribuables respectueux des règles de la collectivité, et conscients de leur devoir envers elle ; elle entretient de fausses valeurs revanchardes et impérialistes.

Le militarisme est la négation de l'individu, le symbole de la réaction la plus bornée.

De plus être soldat, c'est servir bassement les intérêts de la bourgeoisie et de son pantin l'Etat.

Tout cela fait de l'armée l'école du crime et de l'imbécilité.

C'est pourquoi nous soutenons de toutes nos forces l'initiative de Sylvain Puttemans qui, fidèle à ses idées refuse l'armée et la caricature de statut d'objecteur de conscience ; c'est pourqoi nous soutenons la lutte de tous les insoumis.

Cercle F. L. de Lille.

Des camarades nous écrivent...

Nous sommes un Cercle Front Libertaire *et nous jugeons nécessaire de prendre position par rapport à Front Libertaire. Si nous pensions émettre quelques critiques et réserves au numéro 1, la lecture du numéro 2 a confirmé notre position.*

CE QUE NOUS ATTENDONS DU JOURNAL :

— qu'il soit un lien de cercle à cercle (*le cercle étant un LIEU DE RENCONTRE et un MOYEN D'ORGANISATION grâce auxquels des individus se réunissent pour transformer leurs aspirations communes par une élaboration théorique vérifiée et approfondie par une pratique*).

— qu'il fournisse des éléments théoriques *qui permettent de poser des problèmes. En effet, il ne sert à rien de parler de la richesse du mouvement anarchiste si on ne la saisit nulle part ; elle n'est pour nous qu'une orientation, encore faut-il la connaître. Les éléments théoriques doivent nous servir de base à une réflexion sur les problèmes actuels. (Asie, Moyen-Orient, etc).*

— qu'il dégage une orientation pratique.

Nous ne demandons ni une énumération de luttes, ni des ordres précis, mais une ligne d'action.

L'EDITO.

L'édito de F.L. numéro 2, très en retrait par rapport au numéro 1, est truffé de vérités élémentaires et, à partir de là, nous demandant de créer des cercles. En quoi cet édito peut-il apporter des éléments constructifs à un cercle qui se crée?

Nous attendons de l'édito qu'il dégage la ligne commune aux différents articles conduisant ainsi à l'acquisition d'une méthode de réflexion et d'action véritablement libertaires.

Nous nous félicitons de constater dès la deuxième page que le journal retombe dans les sempiternelles affirmations des anarchistes. Ne lançons donc pas de mots d'ordre stériles, mais cherchons à créer les germes de la révolution par un travail théorique et militant. « A bas l'Etat ». évidemment, mais se détruit-il tout seul ?

LES ARTICLES

L'article sur les transports : compilation rapide, ne procurant qu'une critique réformiste, croyant dégager une interprétation révolutionnaire par une conclusion plaquée (autogérer sa vie...).

Chili : comment « une méthode sortie de l'analyse et d'une juste appréciation de la lutte des classes » a-t-elle pu conduire à l'échec de Che Guevara ?

Séparatisme : ce problème nous semble assez important pour qu'il y ait plus de précisions sur le potentiel révolutionnaire de ces mouvements (cf. l'opposition de Rosa Luxemburg à Lénine à propos du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).

Garaudy : doit-on le récupérer ou bien s'agit-il d'une maladresse de forme ?

Enfin, dans la simplicité, la lettre d'un travailleur nous donne des informations que nous aimerions voir plus souvent.

EN CONCLUSION

Nous nous demandons si le journal peut être autre chose que ce qu'il est car nous n'avons pas de pratique unitaire.

Nous ne sommes et ne seront ni dans les usines, ni dans les bureaux, ni dans les quartiers, ni dans les facs à moins que F.L. ne sache se faire l'ECHO DES LUTTES.

Cercle Front Libertaire de Vincennes

•

Faute de place, nous n'avions pas pu faire passer plus tôt la lettre du Cercle Front Libertaire de Vincennes, et aussi malgré le décalage entre le contenu de cette lettre et la réalité du journal à travers une évolution toujours constante nous tenons à répondre aux accusations et critiques précises qui y sont exprimées, même si cela ne peut se faire que d'une manière restreinte dans le cadre de ce courrier des lecteurs.

Nous sommes entièrement d'accord sur la définition que vous donnez du journal, elle recoupe nos propos. Seulement l'important, et vous abordez ce problème dans la deuxième partie de votre lettre, c'est le contenu du journal en fonction de cette définition et de la réalité des éléments dont nous disposons pour le composer. Depuis le premier numéro une évolution très nette se remarque, loin encore de ce que nous voudrions que soit le journal, mais dans cette voie cependant. Les contacts maintenant réguliers avec les nombreux cercles qui se sont créés y sont d'ailleurs pour beaucoup. Camarades du cercle de Vincennes qu'avez-vous envoyé au journal, excepté cette lettre ? Qu'elles sont vos actions ? Le problème que vous soulevez c'est enfin de compte surtout le vôtre, le journal étant en partie le reflet de la pratique ou de la non-pratique des cercles.

Quant aux critiques précises que vous posez, il n'est évidemment pas possible d'y répondre ici point par point avec analyses à l'appui, cependant en ce qui concerne l'article sur les transports pouvez-vous dire ce qu'est une critique réformiste ? Est-il réformiste de dénoncer les scandales des transports, et de replacer ce problème dans le contexte révolutionnaire de l'autogestion généralisée ? Nous ne le croyons pas, au contraire. Le réformisme se voit dans les moyens utilisés pour remédier à cette constatation. Pour ce qui est du Chili, une lecture hâtive peut faire croire que nous donnons raison à l'analyse du Che, seulement le reste de l'article tend justement à démontrer, dans l'un comme dans l'autre cas (c'est-à-dire électoralisme et actions « militaires » coupées des masses), les résultats sont connus d'avance et que dans ce sens nous devons tenir compte des leçons de l'histoire. Ce qui n'empêche pas de reconnaître que la position de Guevara permettait à l'origine de véritables débouchés révolutionnaires, si l'analyse des réalités locales avait été juste, alors que l'électoralisme est résolument sans issue pour la continuation d'un processus révolutionnaire. Pour ce qui est du séparatisme, nous pensons qu'une réponse appropriée a été trouvée dans le numéro 4 (cf. Capitalisme, Révolution, développement régional). Quant à l'article sur Garaudy, il a dû être mal lu, ou alors nous nous sommes vraiment mal exprimés, mais le chapeau explicatif nous semblait asez clair pour qu'il n'y ait pas malentendu, nous vous demandons de bien le relire ; ce que nous dénonçons ce sont justement les tentatives de récupération de Garaudy. Enfin vous demandez des informations des boîtes, nous ne pouvons pas les inventer, c'est aux cercles à remplir cette tâche, et nous serons alors l'écho des luttes.

F. L.

A bas les écoles-prisons

Il y a deux mois et demi un élève de première année du C.E.T. d'Epernay a eu le bras arraché par une fraiseuse. L'ensemble des élèves profondément écœurés par l'administration déclenchent une grève vite réprimée par le directeur et les profs-flics. Cet accident déclencha un vent de révolte dans tout le C.E.T.

Quinze jours après la rentrée le jeune « accidenté » était déjà placé sur une fraiseues. De plus l'administration, lâche, accuse l'élève maintenant amputé.

Après la grève du C.E.T., l'administration devant le danger que représentaient les revendications des élèves sapa le mouvement de révolte (punitions arbitraires, insultes). Ceux-ci ripostaient en distribuant des tracts à la sortie de l'école, mais étaient aussitôt embarqués par les flics prévenus par le directeur de l'établissement de plus en plus craintif. L'administration chercha alors à isoler les élèves par des convocations individuelles, matraquages psychologiques assortis de coups. Pendant ce temps le système de sécurité sur les machines restait inchangé (manque de carters, de pédales d'arrêt, de lunettes, etc...)

Pour faire connaître leur lutte les élèves organisaient une vaste tournée dans les quartiers ouvriers. De cette manière ayant le soutien des habitants des quartiers ouvriers, ils organisaient une assemblée générale pour décider avec les parents des formes de lutte.

Les flics et l'administration du C.E.T. obtiennent l'annulation du meeting. L'administration de plus en plus paniquée décide le renvoi d'un professeur qui a ouvertement lutté aux cotés des élèves. Entre temps de nouveaux distributeurs de tracts sont arrêtés et maltraités par la police (un élève maintenu à terre par les flics est frappé à coups de pied par le directeur). Plusieurs ouvriers ont répondu à une nouvelle convocation d'assemblée générale pour exiger :

1) La visite des locaux et des machines (système de sécurité).

2) La suppression des punitions arbitraires.

3) L'annulation du renvoi du profeseur et la mise en place d'élèves sur les machines après plusieurs mois.

Durant cette assemblée de quartiers, une quinzaine de flics ont dispersé les parents, contrôlé les identités d'élèves du C.E.T., arrêté des camarades en les embarquant avec une grande brutalité (coups de pied sur toutes les parties du corps). Il est à souligner les agissements des sbires du P.C.F. et de la C.G.T. dans cette affaire :

1) L'inspecteur d'académie ayant décidé du renvoi du professeur est au P.C.F. Ce dernier fut visité deux fois en trois semaines durant ses cours, pour des raisons pédagogiques qui ont finalement motivé son renvoi. L'inspecteur flicard a ainsi espionné ce professeur, soupçonné de politiser ses élèves ;

2) Des élèves faisant partie des jeunesses communistes ont voulu empêcher d'autres camarades de se rendre à l'assemblée générale, prétextant une provocation gauchiste ;

3) Un membre de la cellule du P.C.F. d'Epernay a dénoncé un camarade aux flics.

Comment expliquer cette peur soudaine de l'administration devant la perspective des parents dans le C.E.T. ? Devant l'extension de la révolte des élèves du C.E.T., l'administration a voulu rassurer l'opinion publique en publiant un long article dans le journal régional. Cet article dénonce les agissements « d'éléments extérieurs et gauchisants » au C.E.T. d'Epernay. Le canard avec photos à l'appui assurait que l'administration du C.E.T. avait bien révisé les systèmes de sécurité sur les machines alors qu'à l'heure actuelle il n'en est rien. Mais ce ne fut pas tout. La Direction du C.E.T. déférait cinq élèves devant un conseil de discipline. Trois furent renvoyés.

Les flics surveillent toujours le C.E.T. dans la crainte de nouveaux tracts. La lutte s'est maintenant étendue aux C.E.T. de Reims, Châlans-sur-Marne, Sézanne, Vitry-le-François.

Par leur révolte les élèves démontrent qu'ils sauront devenir forts en imposant sur le tas leurs revendications.

Cercle F.L. d'Epernay.

Quand on Lutte, ça Change

Au C.E.T. le vent a tourné,
Les pions n'osent plus faire leur loi ;
Ils n'osent plus bouger, ils ont peur :
— Dans les études, pour nous, ils ne font plus qu'acte de présence ; nous ne sommes plus à leur merci.
— Au réfectoire,
la devise c'était : bouffe et tais-toi !
mais maintenant : la bouffe dégueulasse, on la balance et les pions rampent.

Quand on impose notre loi au réfectoire et en étude,
on se sent plus fort, on a confiance en nous,
on sait qu'on peut vaincre

MAIS TOUT N'EST PAS CHANGE

— Rentrée 20 minutes avant l'heure ;
— Convocation individuelle chez le « dur » pour faire peur et diviser ;
— Silence absolu dans les cours de Ramonet, Rondet, Thierry, Calas, Leroux... (profs-fics du C.E.T.) ;
— Le système de sécurité sur les machines est resté le même depuis que Gilles Bauwens a eu le bras arraché ;
— Les dortoirs sont verrouillés la nuit.

Nous pourrons être encore plus forts en continuant à imposer
sur le tas et tous ensemble ce que nous trouvons juste.

— Quand le « dur » convoque un élève, on ira tous, ou personne n'ira.
— Nous viendrons au C.E.T. pour 8 heures les rentrées ne se feront plus à 8 heures moins 20.

De cette manière, nous pouvons gagner dans le C.E.T.
De cette manière, les lycéens peuvent gagner dans les lycées

Vive l'Unité C. E. T. — Lycées

LES PATRONS TUENT !

A la raffinerie ANTAR de Donges la répression sévit sous diverses formes couramment pratiquées par le patronat.

Tantôt elle se justifie sous couvert de « mesure de reclassement » ou « mutation de service ».

Comme un grand nombre de ses camarades, Marcel Berthy était concerné par ces nouvelles mesures. Il était du « lot » affecté à la raffinerie ou en guise de conversion, il dut subir à longueur de journée un vrai lavage de cerveau mené par les nouveaux chefs-flics : « fais ceci, fais cela, fais pas ceci... » Subissant directement l'autorité de la nouvelle société Berthy en a eu marre. Il s'est donné la mort...

Certains osent parler de suicide lorsqu'il s'agit d'un nouveau crime commis par le patronat qui égorge les travailleurs un peu plus chaque jour.

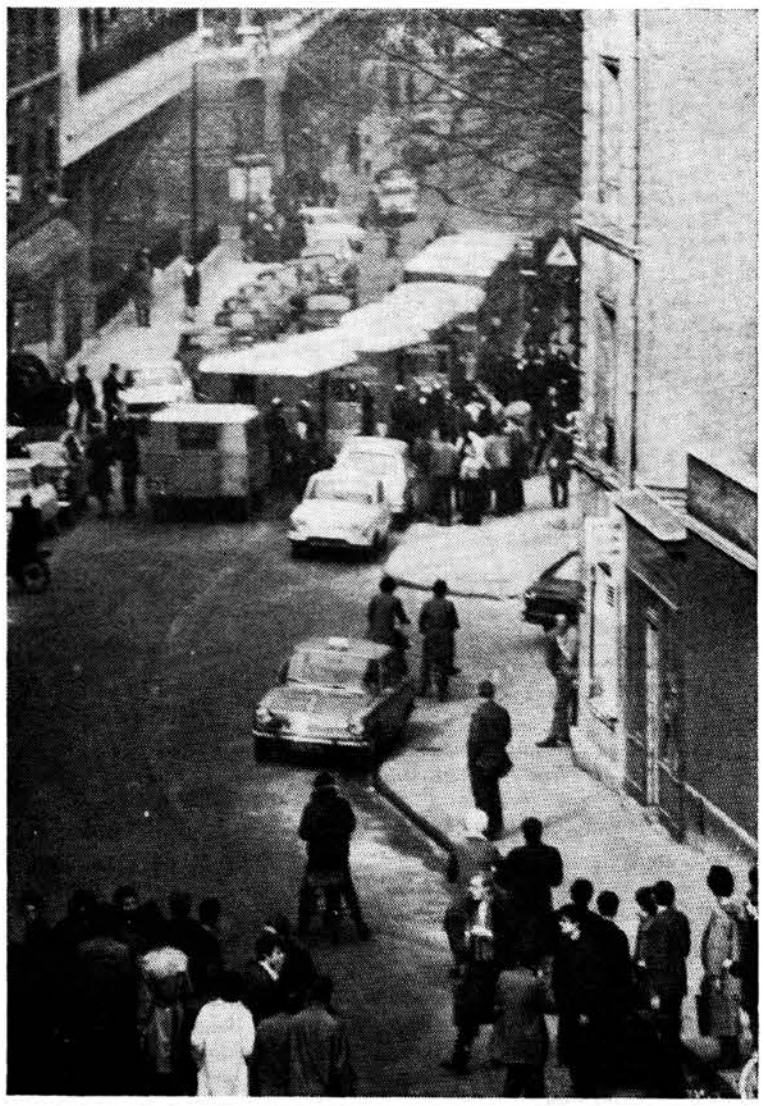
Berthy a été assassiné à petit feu par le capitalisme.

Nous en avons marre d'apprendre que des camarades se suicident chaque jour (de différentes façons), désarmés face à la violence capitaliste.

C'est notre lutte qui leur donnera espoir.

Bientôt la bourgeoisie devra rendre des comptes de la mort de tous les Berthy.

RODIN 1969 - RODIN 1970
DEUX VISAGES
D'UNE MÊME RÉPRESSION



Janvier 1969 : les flics gardes-chiournes de la bourgeoisie interviennent au lycée Rodin

Démasquons le Libéralisme

Un professeur de philosophie du Lycée Rodin vient d'être suspendu. Pourquoi ? Une lettre tendancieuse de 7 parents d'élèves sur 36 a suffi.

Ils lui reprochent :

● D'avoir laissé s'organiser un débat à propos d'un conseil de discipine où comparaissaient des élèves «coupables» d'avoir mis le feu à une effigie de Franco ;

● D'avoir laissé se déclarer la solidarité de la majorité de la classe avec les accusés ;

• D'avoir fait étudier, d'après les textes de Reich les rapports de la famille, de l'éducation et la sexualité ;

● De ne pas faire de cours dogmatiques ;

• Son attitude en général, leur déplaît (!)

Que signifie une telle mesure :

— Que le pouvoir ne supporte pas la transformation des rapports hiérarchiques enseignant/enseigné, supérieur/inférieur en commumauté de recherche ou de discussion où toutes les paroles sont égales.

— Que l'esprit critique peut-être invoqué dans l'abstrait mais ne doit pas s'attaquer, destructeur et créateur, aux pseudo-valeurs bourgeoises : travail, propreté, respect, famille, patrie.

— Qu'il y a des sujets tabous et des auteurs maudits, ceux qui mettent en évidence les contradictions du système (délinquance, folie...)

Mensonge que le libéralisme ! On invente de nouveaux délits le délit d'attitude ! Tout prof doit censurer et d'abord se censurer, et prêcher les dogmes qui assurent le pouvoir d'Etat.

LE LYCEE, C'EST LA REPRESSION
FACE AUX FLICS DE L'ADMINISTRATION, NOUS AGIRONS

Wilhem Reich : disciple dissident de Freud dont les livres furent brûlés par les nazis.

POLOGNE : Vive la révolte ouvrière

Une nouvelle fois l'apparence vient d'être renverversée : le dernier bastion de la « stabilité » policière dite socialiste s'est écroulé, sous les coups de boutoir du prolétariat polonais.

Gomulka est allé rejoindre Kroutchev, Dubcek, Rakosi, Gero et consorts dans les geoles « socialistes » déguisées en maisons de repos.

Mais les poubelles ne sont pas encore pleines... Témoin Ulbricht que les évènements de Berlin-Est en 1953 ont épargné, témoin aussi les staliniens français du P.C.F. qui s'acharnent à ne voir dans les événements récents de Pologne qu'un incident de parcours, témoin enfin l'analyse trotskyste qui continue d'interpréter la pratique stalinienne uniquement comme une déviation momentanée d'une couche de bureaucrates usurpateurs : SE CONDAMNANT AINSI A NE PAS CONSTATER LA REALITE DE LA LUTTE DE CLASSES dans les pays dits « socialistes ».

La dénonciation partielle et hésitante du phénomène bureaucratique, considéré par le trotskysme comme inéluctable (cf. Brochure de ROUGE), 'empêche de voir clairement la montée sur deux fronts apparemment distincts de la lutte de classes en Pologne : le Front Ouvrier et le Front Etudiant.

Il ne faut pas en effet oublier que les récents événements de Pologne, étaient déjà inscrits dans les luttes du prolétariat polonais qui se sont déroulées depuis 1956.

Si le remaniement brutal et général des prix, entraînant jusqu'à 30 % de hausse des prix des produits aimentaires, a donné lieu à la réplique ouvrière que l'on connait, rappelons-nous que la révolte ouvrière de Poznan à la suite d'une réduction de salaires en 1956 n'avait pas une origine très différente sur le fond : les ouvriers s'insurgeaient contre l'exploitation du capitalisme bureaucratique d'Etat.

Que cette révolte dans le même temps se soit accompagnée d'un soutien aux révolutionnaires Hongrois, n'a pu qu'aider l'entreprise de recupération dirigée par Gomulka et autres crapules staliniennes, qui ont « CRU » voir dans ce qui n'était que l'expression de l'internationalisme prolétarien, une renaissance du nationalisme, et ce à fin de s'emparer du Pouvoir.

La logique de l'histoire les conduisit ultérieurement à intervenir militairement aux côtés des Russes pour écraser les Tchécoslovaques.

Entre temps s'ouvrait un nouveau Front de Lutte contre lequel la logique policière du régime allait s'acharner : celui des intellectuels et des étudiants en octobre 1967.

La petite guerre entamée, dès octobre 1967 par Gomulka contre l'intelligentsia, lors de l'interdiction de la revue Pro-Prostu, qui ne constituait qu'une timide critique du stalinisme, prit des proportions d'émeutes en 1968 avec l'entrée en lutte des étudiants de Varsovie.

L'opportuniste Gomulka n'hésita pas à se hisser au pouvoir grâce au sang des ouvriers de Poznan, qu'il avait pu qualifier de provocateurs. ?

Les prétentions Gomulkistes à résoudre les difficultés économiques, qui l'amenèrent au pouvoir, ne se voyant pas confirmées dans les faits, l'ont contraint à se retirer.

Cette incapacité était déjà sensible lorsque des grèves se répandirent à Lodz en 1957 puis dans l'ensemble de la classe ouvrière polonaise quand les normes de travail furent relevées. Ce désastre économique se termina par les stupides décisions du 5e Plénum du Comité Central en Mai 70 qui institua un nouveau système de stimulants économiques dans les entreprises faisant dépendre l'accroissement des salaires des résultats du travail de l'entreprise, ainsi que le retour à la vérité des prix, la réduction des subventions économiques et autres mesures nécessaires à l'assainissement de l'économie, entraînant fatalement des décisions impopulaires, telles que hausse de prix ou de normes de production.

Si le désastre économique participe amplement aux motivations de la révolte ouvrière polonaise, les motivations politiques n'en étaient sûrement pas absentes et d'abord le revirement Gomulkiste qui conduit Varsovie dès 1958 à s'aligner idéologiquement sur Moscou.

Ce qui conduit les bureaucrates à limiter les conseils ouvriers, à déclarer incompatibles les grèves et la légalité socialiste, et à appuyer l'intervention soviétique en Hongrie.

La nouvelle critique s'affichait au grand jour et notamment dans un document intitulé : « A la recherche du nouveau programme » qui énonçait : « Le mouvement de jeunesse n'est pas dirigé contre la Pologne populaire, il la défend... l'objectif principal de notre action, celui qui donne son sens et sa valeur à notre lutte, c'est la libération totale et réelle de l'homme, l'abolition de toutes les formes de l'esclavage humain, politique, économique et culturel... Nous luttons pour un socialisme dans les faits ».

Voià qui en dit long sur les capacités révolutionnaires qui agiteront bientôt la Pologne.

Mais en Pologne plus encore qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie, si la révolte ouvrière donne à la classe avec une conscience nouvelle de sa force en lui enseignant que la violence chasse aussi les bureaucrates du Pouvoir, le passé du Gomulkisme nous apprend que les «révoltes» bureaucratiques nationales ne dépassent pas le remplacement d'un bureaucrate par un autre : Gierek est un autre Gomulka. Ils ne sont que les reflets d'une lutte interne entre bureaucrates. En Pologne, comme en Tchécoslovaquie, les technocrates s'opposent aux bureaucrates. Gierek comme Gomulka en son temps, prétend lui aussi tirer l'économie du marasme en modernisant l'industrie et en accroissant le rendement. Lui aussi nuance sa critique sur l'antidémocratisme du régime Gomulka. Ce qui ne l'a pas empêché de condamner sévèrement, la révolte étudiante de 68, et de traiter de Houligans les ouvriers émeutiers.

De fait, la clique Gierek, Moczar, préparait son accession au pouvoir de longue date : les «partisans» travaillaient dans l'ombre depuis 1964. Gageons que la néo-bureaucratie fraichement débarquée au pouvoir fera tout pour contenir dans un cadre étroit de réformes bureaucratiques le mouvement de colère des ouvriers polonais : Gomulka avant Gierek et Novotny avant Dubcek l'ont amplement démontré. Et cela les travailleurs polonais semblent l'avoir assimilé. Ils l'ont prouvé pratiquement en attaquant les bureaux à la fois du Parti et de la Police. La liaison critique de la cœrcition politico-policière s'est inscrite dans les faits. On ne transforme pas une société en changeant d'appareil.

Si le stalinisme quotidien a repris ses droits en Pologne, la société de classes polonaise en engendrant ses contradictions verra éclore d'autres révoltes.

N'oublions pas que les rapports de production capitaliste, l'économie marchande, n'ont pas été supprimés et il s'en faut de beaucoup (l'agriculture et l'artisanat sont pour l'essentiel aux mains d'exploitants privés) et le retour toujours plus grand du libéralisme laisse prévoir de nouvelles luttes des salariés contre le salariat.

La réponse des ouvriers de Gandsk se mettant en grève pour protester contre les condamnations de leurs camarades en est un signe. Le capital de la bourgeoisie privée occidentale et le capital d'Etat des bureaucrates de l'Est se désignent communément comme une seule et même cible, les révolutionnaires n'ont qu'à bien viser. Il leur reste aujourd'hui à s'organiser et à organiser le combat localement et internationalement. C'est peut-être ce qui manque le plus aux révolutionnaires polonais.

SECOURS ROUGE

Au-dela des Chapelles...

A l'annonce du verdict rendu à Burgos, lundi 28 décembre, trois militants du Secours Rouge sortent un tract appelant à une manifestation le lendemain.

La Ligue Communiste jugera utile de « définir » le Secours Rouge en précisant les organisations le soutenant. (Ce sont les militants de l'O.R.A. qui ont lancé la campagne S.R. sur Burgos ; mais peut-être nos adhésions individuelles au Secours Rouge suppriment-elles le soutien de l'O.R.A., la Ligue voulant dire Secours Rouge appartenant à la Ligue).

De part sa structure, une manifestation du Secours Rouge pourrait ne comprendre que la banderole du Secours Rouge. La Ligue amenant des drapeaux rouges pour regrouper la classe ouvrière, nous avons apporté nos drapeaux noirs par solidarité avec la lutte du peuple espagnol et pour nous repérer dans la manifestation qui pouvait être dure.

Au départ de la manifestation, (600 personnes) le chef de la Ligue bondit sur un drapeau noir. Petite bagarre qui se termine quand un camarade sort la matraque qu'il avait amener. Spontanément, des gars, des inconnus de nous, s'emparèrent du drapeau noir pour le porter bien haut.

Nos quelques drapeaux tourneront dans une cinquantaine de mains.

La Ligue reprendra par trois fois ses attaques : elle argue que nous représentons une tendance se plaçant sur le plan de la 4e Internationale, que si, à la limite, elle nous acceptait dans la manifestation, le drapeau noir ne doit pas regrouper le mouvement ouvrier.

La ligue montre qu'elle est ainsi capable, et elle le dit, de refaire Cronstadt (certains avec plaisir, d'autres sans).

Au long d'un parcours tortueux, paraît-il très étudié, nous essayons de modifier les mots d'ordre en gueulant : Franco-Marcellin... et d'amener la manifestation au consulat espagnol, (le consulat est éloigné du centre et en dehors d'un parcours habituel). Là, la Ligue appelle à la dispersion. Elle avait, paraît-il prévu tout ce programme, pensant qu'elle ne pouvait y assumer la répression et la «bonne tenue» de la manifestation. Ce programme aurait pû être discuté au départ, dans la journée ou la veille : elle n'a pas ainsi assumé ses responsabilités. Il restait une centaine de personnes à gueuler après ces liquidos. Si ces personnes avaient attaqué le consulat, à qui la responsabilité (car l'attaque a failli partir sachant qu'il y avait deux cars de flics devant le consulat).

Le Secours Rouge nous a laissé en dehors des actions, en disant « qu'on faisait les frais de notre refus d'organisation » (?) mais nous laisse faire les basses besognes techniques (qui ne l'intéressent visiblement pas) telles que ramasser 20.000 NF en spectacles et collectes pour les quatorze camarades de Saint-Etienne et Rouvray et pour J. P. Mariette.

Nous continuons à essayer de lutter dans le Secours Rouge et non avec. Nous continuons à le soutenir.

Groupe O.R.A. de Rouen

Justice d'Etat Justice de classe

Léningrad : Antisionisme ou Antisémitisme ?

Une pratique constante des bureaucrates Staliniens.

Si le procès de Léningrad a fait surgir à la face du monde les pratiques honteuses des bureaucrates du Kremlin, il serait naif de croire à la nouveauté du phénomène. Déjà la prise en main par Staline de la totalité du pouvoir bureaucratique qui affectait un rôle de plus en plus policier à l'état et au parti, s'était accompagnée d'une montée de l'antisémitisme.

Les préjugés latents des classes petites bourgeoises, vestiges idéologiques du tsarisme, loin d'être combattus, ont servi au régime de support pour désigner des boucs-émissaires qui éloignaient la vindicte populaire des véritables problèmes : les difficultés économiques de la mise sur pied des premiers plans quinquennaux (bas salaires, misère...) Les opposants au Régime étaient attaqués non en tant qu'opposants politiques mais en tant que juifs (cf. Trotsky, Zinovïev, Kamenev, etc). Les procès politiques orchestrés par Staline remplaçaient les progromes (cf. Procès de Moscou 1936-1938 ; accusation de complot contre les médecins juifs en 1952 etc).

Cette vague d'antisémitisme n'a fait que décupler après la guerre des 6 jours (1967). La Pologne s'est placée à « l'avant-garde » de cette lutte raciste. Le limogeage de tous les juifs de l'administration du Parti et de l'Etat a servi aux Partisans de Gierck pour s'installer au Pouvoir (voir article sur la Pologne). Il est d'ailleurs à noter que les bureaucrates polonais sont beaucoup moins empressés à mener la lutte idéologique contre l'emprise grandissante du cléricalisme. Les catholiques sont tolérés en tant que tles comme opposants au régime. Ils sont même représentés à la Diète par le groupe parlementaire Znak qui dispose en outre d'une presse indépendante. Si l'analyse des régimes diffère, il n'en est pas de même des moyens : Franco aussi s'appuie sur le clergé.

Dans ce contexte, l'on ne saurait trop si aujourd'hui il faille se réjouir de voir que les condamnés de Léningrad ne seront pas exécutés. L'intention se paye cher. L'U.R.S.S. montre aux démocraties bourgeoises la voie à suivre en matière de répression aérienne : les Révolutionnaires Palestiniens n'ont qu'à bien se tenir. Car, c'est là le lot de la confusion savamment entretenue entre antisionisme et antisémitisme : les palestiniens en sont les premiers à en supporter les conséquences.

ANTISIONISME ET ANTISEMITISME

La pratique brutale des bureaucrates racistes ne saurait engendrer qu'une réaction de solidarité des masses juives. Déjà, nombreux sont les juifs qui réclament l'autorisation d'émigrer vers Israel.

Brejnev et ses complices sont aujourd'hui les meilleurs agents de la propagande sioniste. Le fasciste Moshé Dayan peut se frotter les mains. Il incombe donc aux révolutionnaires de mener la lutte idéologique en Elle doit être combattue avec acharnement par tous les révolutionnaires.
dénonçant les pratiques racistes - où qu'elles se trouvent - et surtout quand elles sont maquillées par des argumentations politiques.

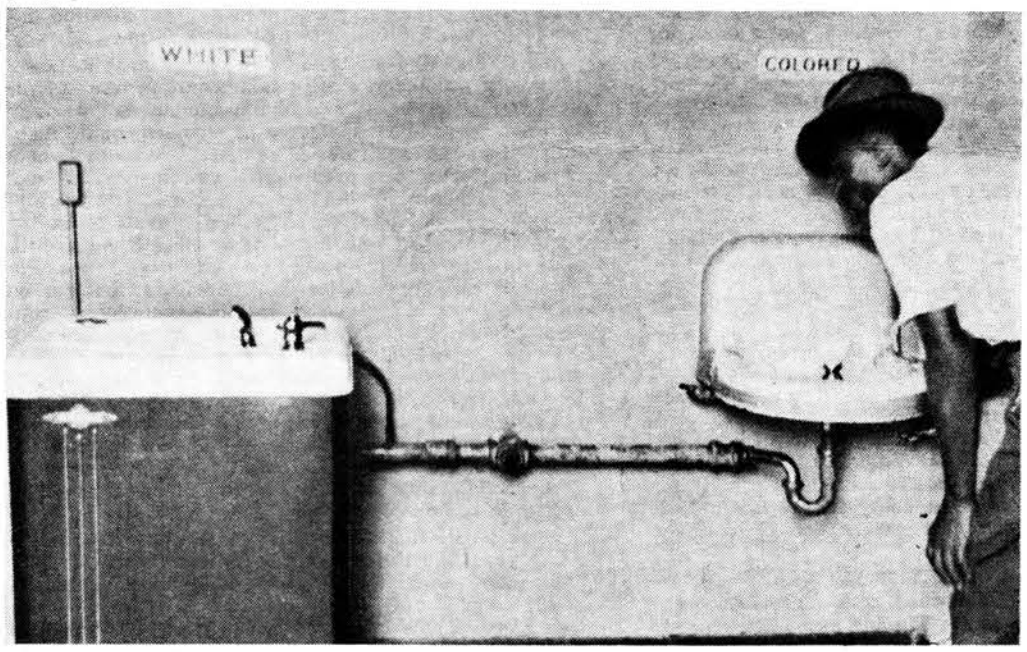
LUTTER SUR DEUX FRONTS

— L'antisémitisme : est une théorie raciste utilisée à des fins politiques. Elle sert toutes les réactions.
— Le sionisme : est une idéologie nationaliste petite bourgeoise inventée par la grande bourgeoisie financière juive qui tente d'orienter l'action du mouvement sioniste hors du cadre de la lutte de classes dans les différents pays où les communautés juives sont disséminées. Il aboutit à diviser le mouvement ouvrier, à rapprocher ouvriers et bourgeois juifs et ce, sous la dépendance des Rabins. L'histoire prouve la capacité du sionisme à être l'agent de l'impérialisme, anglais puis américain. Et aujourd'hui, par la constitution d'un état néo-fasciste (Israel), le sionisme est devenu l'instrument de répression de toutes velléités révolutionnaires au Moyen-Orient et notamment palestiniennes, n'hésitant pas à recourir au racisme (dirigé cette fois contre les arabes) pour justifier sa volonté expansionniste.

Il s'agit de lutter fermement contre le sionisme en tant qu'idéologie réactionnaire. Il faut combattre l'erreur soigneusement entretenue par les « autorités socialistes » entre antisémitisme et antisionisme. On ne combat pas le sionisme en utilisant des procédés antisémites.

La libération du peuple juif ne se fera pas en dehors de l'émancipation générale des travailleurs. Il n'y a pas de problème juif en soi. Il n'y a pas de solution spécifique pour le peuple juif comme voudrait le faire croire le sionisme. Lutter contre l'antisémitisme c'est d'abord lutter contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression engendrées par les systèmes policiers, à l'Est comme à l'Ouest.

Après IZCO et ses camarades, Angela DAVIS



« Il faut faire le procès de la justice bourgeoise ». A. Davis.

Le fasciste Nixon, suivant la voie tracée par les ganaches franquistes et le sinistre AHIDJO, s'apprête à frapper dans son propre pays le mouvement révolutionnaire en la personne d'Angela DAVIS.

Accusée sans aucune preuve de complicité de kidnapping et de meurtre, elle risque la chambre à gaz. Poursuivant sa politique de terreur policière Nixon, en faisant un exemple, espère en finir avec le mouvement révolutionnaire Noir aux U.S.A.

Le seul crime d'Angela est de cumuler deux états civils inadmissibles pour une justice fasciste : être Noire et sympathisante des Black Panthers.

Le procès d'Angela Davis, c'est le procès de tout le mouvement de révolte des Noirs Américains et de leurs frères blancs qui ont osé se révolter contre les « cochons » (Pigs) qui dirigent l'oppression partout dans le monde, à commencer par les U.S.A. Soutenir Angela DAVIS est un devoir pour les révolutionnaires. Angela DAVIS nous indique la voie à suivre : « La lutte pour la libération des prisonniers politiques doit prendre un caractère offensif ; il faut faire le procès de la justice bourgeoise, mettre à nu le système tout entier et associer cette lutte aux mouvements de révolte spontanée qui éclatent à travers tout le pays ».

AHIDJO, Assassin !

A Léningrad et à Burgos les bureaucrates et les fascistes ont été contraints de reculer, à Yaoundé, Ahidjo s'apprête à tuer.

Le Cameroun, ex-colonie française, indépendante depuis 1960, est maintenu depuis cette date dans un régime dictatorial sous la direction du fasciste Ahidjo. Recours fréquents à l'état d'exception, police politique qui fait régner la terreur (SEDOC), emprisonnement et séquestrations arbitraires, etc...

Le Président Ahidjo jouant sur les oppositions tribales pour se maintenir au pouvoir. Dans ce cadre, un mouvement d'opposition naît de la lutte contre le colonialisme français en 1948 ; l'U.P.C. (Union des Population Camerounaises) a choisi la voie de la lutte armée contre la dictature policière d'Ahidjo.

C'est en Août 1970 que l'un des chefs du maquis Ernest Ouandié et cinq autres accusés dont Mgr N'Dongmo (Evèque Catholique) ont été inculpés de tentatives d'assassinat sur la personne d'Ahidjo. Le procès s'est ensuite inscrit dans un processus désormais « classique » :

— Aveux extorqués par la torture ;
— Mépris total de la législation en vigueur concernant la procédure judiciaire : les accusés étant privés d'avocats, les témoins empêchés de venir à la barre, la présence de la presse interdite au procès, n'ayant même pas accès aux dossiers.

On connait aujourd'hui le scandaleux verdict : trois inculpés ont été graciés (dont l'évêque Albert N'Dongmo). Trois des inculpés ont été condamnés à mort (dont Ernest Ouandié).

Outre la peur de mécontenter le Vatican et la bonne conscience judéo-chrétienne occidentale, la justice camerounaise s'est attachée dans son jugement à un critère politique : l'autocritique des accusés. L'évèque a été gracié parce qu'il a reconnu ses « erreurs avant d'affirmer son attachement aux autorités camerounaises et à leur chef » (Monde du 16 janvier 1971). Ouandié et les autres « rebelles » ont payé pour avoir refusé de s'humilier, pour s'être conduits en révolutionnaires en refusant l'autocritique imposée par leurs tortionnaires.

On peut aujourd'hui s'étonner du peu d'intérêt qu'à suscité ce procès. De fait, le silence de la presse bourgeoise française est le signe de la culpabilité. N'oublions pas que l'impérialisme français pille rationnellement le Cameroun et son intérêt est de maintenir le fasciste Ahidjo sur son trône. Les sociétés françaises qui ont investi au Cameroun comme Péchiney (Compagnie Camerounaise de l'Aluminium Péchiney-Veine) ou la Société Enelcam peuvent ainsi exploiter librement à l'abri du système policier. Les investissements étant officiellement encouragés par la France (Fonds d'aide et de Coopération), on comprend ainsi la discrétion des autorités françaises à l'égard de ce meurtre. M. Pompidou s'arrêtera-t-il toujours au Cameroun, comme prévu, au cours de son voyage dans les pays de l'ex-Communauté ?

Les assasins de Ouandié et de ses camarades ne résident pas seulement au Cameroun en la personne d'Ahidjo ; ils sont dans nos murs. Le premier acte de solidarité avec les révolutionnaires camerounais consiste à mettre à bas l'impérialisme français.

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Il nous a semblé intéressant, dans le cadre de notre politique d'axe Front Libertaire de reproduire dans nos colones une partie du texte publié dans le numéro 94 (Juin 1970) de la revue « Informations et Correspondance Ouvrières » et rediffusé lors d'un meeting du Secours Rouge à Paris (19 Octobre 1970), texte intitulé : « Quelques réflexions comme une contribution à un début de discussion dans le mouvement révolutionnaire ».

Etant de ceux qui pensons qu'il ne saurait y avoir de révolution sans théorie révolutionnaire adaptée à notre époque, et que cette théorie n'existe plus aujoud'hui - mais que par contre il existe des problèmes qui se posent de façon aigue au mouvement révolutionnaire - nous avons jugé que ce texte posait des problèmes fondamentaux et de façon honnête.

C'est volontairement que nous avons supprimer la conclusion, qui augure sur les solutions de façon très abrupte et selon nous très prématurée outre qu'elle marque un certain pessimisme...

Enfin si nous ne sommes pas en désaccord fondamentalement avec les problèmes et les réflexions soulevées, nous nous réservons le droit ultérieurement dans le cadre d'un débat d'y ajouter les nôtres.

La vérité seule est révolutionnaire disait GRAMSCI,

La meilleure manière de l'appréhender actuellement est selon nous la discussion. Sur ce point déjà nous ne divergeons pas avec les camarades d'I.C.O.

Front Libertaire

●

Le problème de la violence a toujours exercé une véritable fascination sur les intellectuels des pays avancés. Pour eux le plus souvent, le mot action ne prend de sens que s'il est accompagné de l'adjectif « violente », et l'action violente signifie affrontement avec la police, brutalité, etc...

A la suite de Mai 68 où les bagarres dans la rue ont joué un rôle non négligeable de déblocage, beaucoup en sont venus à considérer *la violence comme un but en soi*. Au lieu de voir dans la violence brutale qui se déroule actuellement la traduction d'une situation inéluctable, la preuve de la nécessité pour certaines couches sociales de faire entendre leur voix dans le système (étudiants, commerçants, voire ouvriers), il y voient l'action contre le système dans toute sa pureté. Si on adopte ce point de vue sorélien, on aboutit très vite à la plus grande des confusions politiques : celle de défendre au nom de la violence, des alliances entre des classes et des couches sociales dont les rôles dans le système du capital sont pour le moins disparates. C'est cette position fondamentale irréfléchie vis-à-vis de la violence qui explique que la G.P. et autres maos préconisent des accouplements monstrueux entre ouvriers et petits commerçants.

Sur ce point se dessine une nouvelle rupture, celle qui doit mener à voir dans la violence autre chose qu'une fin en soi, à une conception plus profonde de la violence révolutionnaire.

C'est une banalité de dire que la société bourgeoise exsude la violence par tous les pores. Non seulement la violence se manifeste, exaltée ou blâmée, à tous les niveaux de la culture, mais elle se retrouve dans la vie de tous les jours, où elle est devenue si habituelle qu'elle en paraît normale. La flaque de sang fait partie du décor de la vie quotidienne. Les accidents de travail ou d'auto, véritables assassinats, s'intègrent naturellement au destin, ne rencontrent que l'indifférence générale et révèlent objectivement comme un moyen de mise en condition à la violence latente. Pour ne pas parler des guerres passées dont le souvenir continue de marquer les générations, souvenir et aussi perspectives que viennent raviver les images de massacres et de génocides des guerres actuelles. Mais face à ce conditionnement de la violence bourgeoise, se développent, comme un sous-produit, des réactions, soit individuelles soit collectives, qui s'opposent à l'état de choses bourgeois : attentats, grèves, manifestations sauvages, insurrections même. La multiplicité et la diversité de ces réactions prouvent qu'il s'agit de phénomènes inéluctables. D'où la vérité du slogan : on a raison de se révolter.

Mais, en face de l'inéluctabilité de ces révoltes, l'attitude de beaucoup de camarades n'est pas d'aller plus profondément dans les choses, mais de faire leur la phrase du Président Mao « Le pouvoir est au bout du fusil ». Ils en construisent toute une théorie de la guérilla urbaine dans les pays avancés, dont le moins qu'on puisse dire est que sa fondation ne semble pas très assurée. Cette théorie n'est qu'une illustration d'un romantisme de la violence.

Pour un premier groupe, de loin le plus nombreux, celui de la G.P., la phase de la lutte armée est pour demain, pour ne pas dire aujourd'hui. D'où ces opérations de commando, ces tentatives de soulever telle ou telle usine, ces proclamations triomphalistes de la C.d.P. Il est tout à fait remarquable qu'aucune position théorique véritable, aucune définition des buts recherchés ne se trouvent dans la G.P. (pas plus d'ailleurs que chez les autres maos). On pourrait dire que de ce point de vue, ils rejoignent les révisos (les vrais, ceux d'avant 1914) qui disaient avec Berstein : le but n'est rien, le mouvement est tout.

La G.P. a incontestablement une force d'attraction considérable sur tout le monde, y compris les anars ou conseillistes bon teint. Chez nous tous, intellectuels, existe l'admiration pour le coup de main bien fait, l'explosion de sang froid à la répression, le sacrifice de soi, etc. Le métier d'intellectuel ne prédisposant pas spécialement, au contraire, au courage moral chacun se sent attiré par les types « gonflés », et se sent prêt à leur accorder un satisfecit politique, comme si le courage physique était en soi une preuve de vérité politique. A ce compte, il faudrait soutenir les nazis et les fascistes, ou les bolchéviques de la belle époque, incontestablement gonflés.

Sur ce point doit se consommer une nouvelle rupture. Pour un certain nombre de camarades maos ou quasi-maos, l'analyse de la G.P. est erronée. Ce n'est pas qu'ils mettent en question la phrase « le pouvoir est au bout du fusil », mais simplement qu'ils estiment que la période historique n'est pas encore arrivée à ce stade. Ce faisant, ils se trouvent rejetés vers ceux qui pensent que la violence révolutionnaire n'est pas essentiellement la lutte armée, même si celle-ci peut devenir inévitable.

Il est donc nécessaire de se poser la question : Qu'est-ce que la violence révolutionnaire ? De la réponse que l'on donne à cette question dépend fortement le style d'action que l'on veut mener.

La violence révolutionnaire c'est essentiellement l'opposition de la classe des producteurs face à la classe bourgeoise, c'est-à-dire celle qui détient les moyens de production, soit individuellement soit collectivement.

Cette violence s'incarne finalement dans la dépossession de la classe bourgeoise et l'appropriation des moyens de production par les producteurs eux-mêmes.

Du point de vue de cette violence révolutionnaire, la fixation des cadences par les ouvriers eux-mêmes (comme certaines tentatives italiennes), est cent fois plus violente que tout affrontement avec les C.R.S. tout simplement parce que cet acte transcende la rationalité bourgeoise et voit plus loin que la société actuelle. Au contraire, la lutte des partisans, les bagarres, etc. restent dans la rationalité du système.

D'une manière générale, toute tentative, aussi faible soit-elle, d'organiser la production par et pour soi est beaucoup plus violente que toute destruction de machine ou séquestration de directeur d'usine. Que cette organisation de la production par et pour soi ne puisse faire l'économie des séquestrations ou éventuellement d'une lutte armée, est une évidence, mais le combat révolutionnaire que nous pourrons mener dépend essentiellement de la partie que nous désirons accentuer.

Si nous mettons l'accent sur la lutte armée, en premier lieu, si nous voyons dans la transformation sociale une simple « prise du pouvoir », alors les vieux arguments léninistes sont irréfutables. La bourgeoisie présente, face à la classe productrice montante, un front uni, un commandement uni, et nous devons lui opposer nous-mêmes un front uni. Face aux stratèges bourgeois doivent se dresser des stratèges « populaires » et, comme faire la guerre, fut-elle de partisans, est une opération qui demande une décision à chaque instant, il faut installer un groupe dirigeant qui doit décider de tout et qui rendra des comptes, s'il en rend, qu'au cours de révolutions plus ou moins culturelles.

●

De cette courte analyse ressort nettement le caractère ultra-léniniste, dans ses conséquences au niveau du principe de l'organisation, de la phrase « le pouvoir est au bout du fusil». Qui plus est, on voit son caractère bourgeois et même quasi-fasciste, stalinien, qui mène en droite ligne au culte du chef, au respect de ses décisions, à l'obéissance (perinde ac cadaver), fut-ce à la pensée dudit chef.

Cette position qui restitue une des divisions fondamentales du monde bourgeois, celle des dirigeants-dirigés, *est particulièrement adaptée aux pays arriérés ou le capital national n'est pas encore formé*. Elle a fait ses preuves d'efficacité dans la Russie de 1917, puis dans la Chine de 1946. Dans les deux cas, elle a permis d'installer le capitalisme d'Etat, dont elle était une préfiguration avec sa division entre ceux qui savent et pensent et le reste. Il faut cependant remarquer que dans l'un et l'autre cas le système dominant s'était trouvé affaibli par une guerre extérieure (Allemagne dans le cas de la Russie, Japon dans celui de la Chine) entraînant un écroulement de l'appareil d'Etat. On peut aussi noter que tous les autres pays où le fusil ait réussi à triompher du pouvoir sont certaines anciennes colonies françaises et Cuba. Dans ce dernier cas, l'action de Castro bénéficia, au moins dans un premier stade, de l'aide ou de l'accord tacite d'une certaine frange du capital américain. Dans le cas des colonies françaises, la nécessaire décolonisation, c'est-à-dire un changement dans la manière d'exploiter tel ou tel pays arriéré, n'a pu prendre la forme qu'elle a connue dans les colonies anglaises par exemple, par suite de l'imbécilité de la bourgeoisie française, répugnant à toujours perdre un peu sur le moment pour garder davantage plus tard. En Indochine, comme d'ailleurs en Algérie, l'occupant français s'est trouvé déchiré, face à l'insurection (incontestablement plus conséquente et développée au Viet-Nam) entre le désir d'abandonner et celui d'écraser la révolte à fond comme au bon vieux temps. Dans les deux cas, l'aide extérieure (japonaise, américaine, chinoise populaire ensuite pour le Viet-Nam, américaine et arabe dans le cas de l'Algérie) n'a pas été sans influence sur l'évolution des conflits ; tout comme la rivalité entre les divers états capitalistes et les inérêts économiques. Au contraire l'O.A.S., mouvement de guérilleros incontestablement « populaire » et comme un poisson dans l'eau au sein de la population européenne d'Afrique du Nord, n'a pu faire triompher son point de vue dès que la classe dirigeante française, forte et non en décomposition, et ayant fait son choix, s'est décidée à imposer le sien.

(Cette allusion à l'O.A.S. a fait sursauter beaucoup de camarades. Il n'est fait aucun amalgame entre l'OAS et les mouvements révolutionnaires actuels. On fait abstraction de beaucoup de facteurs pour insister sur les limitations de la violence et contraindre ainsi à la réflexion).

La théorie du « pouvoir au bout du fusil » s'applique donc tout au plus aux pays arriérés, car, par sa similitude avec le système hiérarchique, par le fait que la lutte armée permet de former les cadres de la société future, que la lutte des partisans permet une « démocratisation » à l'échelon local avec une centralisation à l'échelon général, elle est adaptée à la transformation de la société féodale en capital d'Etat, au remplacement des vieilles classes dominantes par les nouvelles. Sans doute l'écrasement de la vieille mentalité féodale et le passage de l'ensemble de la population à la mentalité capitaliste moderne ne prend pas le même visage dans les différents pays. Elle ne se fait pas sans heurts : résistance des diverses couches aux nouvelles relations sociales (par exemple des paysans à la « socialisation » des terres), procès de Moscou c'est-à-dire : destruction d'une certaine clique bureaucratique soutenant une position déterminée et dépassée par le paysannat (Boukharine), révolution culturelle (c'est-à-dire : pour autant qu'on puisse en juger, introduction de la pensée occidentale par l'intermédiaire de celle d'un génial vulgarisateur adaptateur, nécessaire pour créer les cadres subalternes indispensables à une industrialisation plus poussée, réarrangement des diverses couches bureaucratiques, etc.)

●

Ces quelques lignes ne font qu'effleurer le sujet. Il faudrait y revenir plus longuement car la clarification des idées et la détermination des différences entre les groupes léninistes et les autres passe nécessairement par une critique des régimes russes, cubains et chinois.

Si, pour en venir aux pays avancés, c'est-à-dire développés du point de vue du capital national, on voit dans la violence physique et dans la lutte armée éventuelle un sous-produit de la violence plus profonde que constitue la lutte de classe pour l'expropriation de la classe bourgeoise, la position face à la situation actuelle et future prend une tout autre forme.

On reconnait d'emblée que le changement de mentalité des producteurs est fondamental et que le rôle de toute « organisation » révolutionnaire est de faire tout son possible pour aider à ce changement de mentalité. Sans doute celui-ci se fait-il essentiellement dans les luttes des producteurs eux-mêmes et est-il vain de vouloir susciter un tel changement, surtout lorsque les conditions « objectives » matérielles n'y sont pas. Mais le rôle idéologique, négatif ou positif, pour la prise de conscience n'est pas négligeable. Populariser les luttes réelles de producteurs, montrer en quoi elles rompent avec la tradition bourgeoise, souligner leur côté prometteur d'une organisation nouvelle de la société, tel est finalement le travail d'un groupe qui se veut véritablement révolutionnaire. Il ne s'agit pas de se constituer en avant-garde détenant la vérité et cherchant à l'imposer à l'ensemble des producteurs mais, simplement, de se faire l'écho d'un ensemble de réflexions et de pratiques des membres du groupe, réflexions et pratiques qui font, elles aussi, partie de la lutte de classe.

Cette popularité ne signifie pas l'utilisation unique de moyens «pacifiques», ou la simple réflexion théorique dans un article. Parfois une action ponctuelle peut jouer un rôle important dans la prise de conscience, voire plus important (par exemple le vol et la distribution des 30.000 tickets de métro peut jouer un rôle dans la prise de conscience de l'absurdité du système urbain, etc.). Ce qui est essentiel pourtant, c'est de garder présent à l'esprit que nos actions, nos prises de position, ne sont qu'une toute petite partie du processus social, qui le plus souvent n'ont d'importance que pour nous-mêmes. C'est pourquoi il est essentiel de ne pas s'enfermer dans un type d'action, dans une forme organisationnelle, dans la surenchère avec les autres groupes existants.

Mais ceci nous entraîne sur le terrain de « l'action révolutionnaire » qui ne peut être sérieusement examinée avant d'avoir dégagé certaines caractéristiques du mouvement des producteurs dans la prise en main de la réalité sociale, caractéristiques qui dépendent du développement des luttes.

En fait, et pour adopter un raisonnement « triphasé » dans le style des maos, nous pouvons distinguer trois phases dans le processus révolutionnaire, trois phases qui s'étendent sur de nombreuses années, car la révolution elle-même, si elle est une accélération de l'histoire, ne saurait se réduire à un quelconque grand soir, fut-il le plus long de l'année. Ces trois phases correspondent à trois niveaux différents :

a) Dans la première phase, le producteur se rend compte qu'il est exploité. *Cette prise de conscience est maintenant quasi faite par tous.* Presque toujours le producteur trouve qu'il est exploité, même si les facteurs d'intégration jouent pour lui faire oublier et si, le plus souvent, il estime que cette exploitation est normale et cherche à entrer dans la catégorie des exploiteurs.

b) Dans une deuxième phase, le producteur se rend compte qu'il est exploité en commun avec les autres producteurs, c'est-à-dire qu'il fait partie d'une classe exploitée face à une classe qui exploite. Cette deuxième

prise de conscience existe pour le moment à l'état latent. Le plus souvent elle est masquée par la phraséologie syndicalo-stalinienne. Elle accélère et devient manifeste lors des luttes collectives, grèves, émeutes, etc. où la solidarité des producteurs face à l'ennemi commun commence à s'affirmer.

c) Dans la troisième phase enfin, le producteur se rend compte qu'avec sa classe, il peut transformer la société et supprimer l'exploitation. Cette dernière phase (qui ne peut prendre place que dans des pays avancés pour de simples raisons « objectives », matérialistes), est de loin la plus difficile et de fait, historiquement, elle n'a jamais été atteinte. Tout au plus avons-nous assisté à quelques balbutiements. C'est qu'en effet cette tâche est une tâche formidable, non seulement du point de vue de la contre-révolution qu'elle risque de déclencher, mais aussi et surtout parce que la société capitaliste a atteint un tel degré de complexité qu'il paraît impossible de la maîtriser par soi et pour soi.

Il est d'ailleurs symptômatique et normal que, tandis qu'il existe des groupes politiques et des théories politiques correspondant aux stades a) et b), ceux correspondant à la dernière phase n'existent pas ou pratiquement pas. Les théories qui existent consistent à ressortir avec une sauce plus ou moins réchauffée et pigmentée, les vieilles conceptions social-démocrates du siècle dernier, selon lesquelles la transformation sociale s'incarne dans la « prise du pouvoir » par des organisations « ouvrières » du style syndicat ou parti. Loin de se poser le formidable problème qui correspond à la gestion de la production et de la distribution par les producteurs associés, libres et égaux, à la domination du travail par l'homme, à la nécessaire intégration et domination des compétences techniques, à la transmission des connaissances, la plupart des « penseurs » se bornent à contempler ou rapetasser des vieilles lunes. Pour la plus grande partie, la société sera réalisée dès que les gens compétents seront en place, surtout si on a besoin de faire de temps en temps quelques petites révolutions culturelles qui remettront les vraies compétences à leur vraie place. Pour une petite frange, réapparaît le mythe du « bon sauvage », du producteur isolé, réconcilié avec son travail en tant que travailleur isolé produisant pour ses besoins propres, quand ce n'est pas simplement la négation totale de tout travail, devenu non nécessaire grâce au développement (par qui ?) d'une automatisation imaginaire, et qui, dans la réalité, équivaut à prôner le retour au temps des cavernes. D'autres enfin, partisans des « conseils ouvriers », dont ils ne précisent jamais le contenu, et qui sont leur tarte à la crème, leur Deux ex machina, comme le parti ou la démocratie pour d'autres. Sans doute, comme l'ont indiqué les premières expériences historiques, la forme « conseils » semble être celle qui assurrera la production et la distribution dans la société nouvelle, celle qui permettra de développer la solidarité de tous les producteurs et de faire entrer dans les faits la satisfaction de l'égoisme de chacun dans la satisfaction de tous. Mais on ne peut évacuer le problème que constituera leur fédération et leur coordination. Le seul essai de solution de ce problème sur le plan théorique est la brochure des camarades hollandais : Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes (à paraître bientôt en français), mais qui reste à l'état embryonnaire. Même remarque en ce qui concerne le livre de Pannekoek sur les conseils ouvriers.

Tant qu'une solution, au moins esquissée, de ce problème n'existera pas, on ne pourra pas s'étonner de voir les militants les plus conscients qui ne peuvent se satisfaire de rester dans les stades a) ou b), aux prises avec une sorte de « merde » ne sachant que faire : l'action de tout groupe révolutionnaire passe par la réflexion théorique. L'absence de cette réflexion est l'image de la faiblesse de la lutte de classe fondamentale dans la société.

D'autres « camarades » nous écrivent...

Groupe Auotome
Clignaucourt

Paris, le 16 nov. 1970.

A un groupuscule ridicule appelé

Organisation Révolutionnaire Anarchiste,

Nous suivons depuis un certain temps avec un intérêt non soutenu vos gesticulations par l'intermédiare en particulier, de votre journal dont le titre ridicule et loufoque (Front Libertaire de Lutte de Classes) nous faisait présager du contenu lamentable.

Il n'est evidemment pas question ici d'une lettre où les injures ne seraient pas justifiées ; à quoi bon en effet se casser la tête à trouver des épithètes que chacun vous décerne déjà et que vous connaissez.

En fait ce qui se dégage de tout votre galimatias débile, c'est la volonté de construire un groupuscule « révolutionnaire » anarchiste, pilote d'un courant libertaire de masse docile.

Pourquoi ?

Avec quelles analyses ?

Cela évidemment vous ne pouvez le dire. Dans un second temps, bien entendu, vous vous acharnez contre ceux qui s'opposent à l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste et vous disséquez interminablement sans comprendre et en vous lamentant sur « les anars-pas-responsables », sur « les idéalistes-qui-ne-feront-jamais-rien ».

« Ah la la ! quel malheur !... Pauvre anarchie!... » Ah du temps de Durruti !... » Telles sont caricaturalement vos déjections que l'on peut contempler dans l'ineffable bulletin « L'Organisation Libertaire ».

Dans la réalité votre schéma simpliste est le suivant : il faut construire l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, puis organiser les masses. Comme il est très difficile d'organiser les masses, surtout lorsqu'on est un groupuscule débile à tous les niveaux, vous vous tournez vers ceux destinés, dans un premier temps, selon vous, à constituer la piétaille : autres anars plus ou moins individualistes mais récupérables, certains marginaux, camarades ouvriers éventuels récupérés ici et là, C.N.T. (lorgnée à cause de ses installations dans tout le pays), A.S. (où l'on pourra conquérir facilement les masses) et enfin comités de Front Libertaire que l'on attend encore de voir naître.

Le rôle de l'O.R.A. est ainsi clairement défini : c'est l'avant-garde qui impulse d'une façon ou d'une autre les mots d'ordre, la ligne aux masses, à la piétaille qui « logiquement » doit suivre plus ou moins docilement.

C'est donc le schéma-type de l'organisation bolchévique défini par Lénine ! En pire peut-être, puisque dans votre cas l'avant-garde (O.R.A.) est encore plus fermée que n'importe quel parti bolchévique.

Ainsi le P.C.F. (ou n'importe quel autre groupe léniniste) insuffle sa doctrine aux masses par l'intermédiaire de la C.G.T., de même l'O.R.A. insufflera aux Comités de Front Libertaire ou à quelconque organisme-croupion ses mots d'ordre, son idéologie. En tartufes plus ou moins conscients, vous affirmez avec le plus grand sérieux que l'autonomie de la classe ouvrière doit être respectée. Bel exemple de contradiction ou de jésuitisme !

La « voie triomphale » est naturellement ouverte au groupuscule anar-type, en l'occurence l'O.R.A. Comme les autres groupuscules gauchistes, il vend de l'idéologie (si peu !), comme l'épicier léniniste il a son petit journal, ses pauvres slogans, sa « discipline militante », ses militants, sa petite table dans les facs.

La société capitaliste basée aujourd'hui en particulier sur le spectacle, trouvera avec lui un complément, un folklore nécessaire à une survie : avec les groupes léninistes il formera «les contestataires» qui font leur numéro une fois par mois dans les facs, qui ont droit (en lèchant quelques bottes) à un petit pavé dans « Le Monde », ou comme les clowns de la G.P. ou de L.O., vont à la porte des usines communier avec la classe ouvrière (émouvant ! A voir !)

Dernier rempart au mouvement révolutionnaire de masse, les groupuscules s'imaginent qu'il suffit de racoler du militant pour faire la Révolution. Et chaque bureaucrate de compter ses forces comme le seigneur russe comptait ses âmes.

En même temps, ils suscitent naturellement un retrait indifférent, ou même l'opposition des « non-militants » qui refusent souvent avec bon sens, de se faire embrigader. Ainsi les groupuscules, de facto, sont réactionnaires.

Mais, tout cela, vous ne pouvez que difficilement le comprendre.

Esprits obtus, vous condamnez aveuglément certaines analyses qui pourtant seraient susceptibles de vous purger de votre misère : numéros de l'I.S., certains numéros de Noir et Rouge... mais arrêtons nous ici : il est mauvais de vouloir se charger trop l'esprit. Bien que de ce côté-là, vous ne soyez pas en danger !

REPONSE

Il semble que les camarades du Pseudo-groupe Clignancourt à vocation autonome (?) soient bien traumatisés par leur propre vide théorico-pratique, pour n'avoir rien d'autre à foutre qu'à nous envoyer des lettres d'insultes.

Si malheureusement, la platitude et le misérabilisme de leur pensée politique dont témoignent leurs critiques nous empêchent d'engager un débat politiquement conséquent sur les questions que nous considérons comme fondamentales, par ailleurs, sur le plan de l'étude zoologique du mouvement révolutionnaire, la publication de leur lettre a le mérite de signaler à l'intérêt des révolutionnaires leur présence : une espèce nouvelle qui pourrait faire l'objet d'un approfondissement plus soutenu si nous en avions à la fois le temps et l'espace. Nous dirons, simplement, qu'en l'espèce et, sur le fond, la F.A. elle-même pourrait s'enorgueillir d'atteindre et de formuler les mêmes affirmations à notre sujet (assimilation infantile de toute organisation au léninisme - pour ne citer que cette absurdité ! -).

En outre, les insultes - mêmes tournées en style situationiste - ne remplacent pas les arguments de même que le rabâchage des quelques slogans « situs » ne saurait remplacer une pratique révolutionnaire sérieuse et autonome.

C'est une pratique historique constante des petits bourgeois hystériques que de cacher leur propre vide derrière la violence verbale gratuite. La frange semi-radicale (et uniquement dans les mots) qui parle de l'I.S. en spectateurs passionnés n'échappe pas à ce défaut. Nous les renvoyons donc à leur MAITRE, en l'occurrence à la lecture d'un texte de Guy Debord qui, dans l'I.S. numéro 12 écrivait à leur sujet : « un produit direct de cette illusion sélective, à l'intérieur a été la reconnaissance mythologique de pseudo-groupe autonomes, situés glorieusement au niveau de l'I.S., alors qu'ils n'en étaient que les débiles admirateurs (donc forcément, à court terme, les malhonnêtes détracteurs) « ...Toutes sortes d'expériences récentes ont montré le confusionisme récupéré du terme «anarchiste», et il me semble que nous devons partout nous y opposer ».

L'Ecole du Fascisme

L'Education et la Rééducation forment aujourd'hui un milieu des plus hétérogènes, voire informel. Chaque « expérience » pour « inadaptés » sociaux ou mentaux, est généralement dirigée par une association privée, ramassis de bonnes âmes ou de personnalités influentes, les autres « expériences » étant directemnt reliées à un ministère.

Les éducateurs travaillant dans ces « expériences » sont :

1) Des diplomés sortis des écoles d'éducateurs ;

2) D'anciens ouvriers voire même d'anciens « jeunes inadaptés » engagés dans une action éducative.

Ces derniers n'ont reçu aucune formation scholastique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas reçu le message de transmettre le savoir et la morale de l'idéologie dominante. Et c'est là que le pouvoir veut intervenir.

Dans les années qui viennent, une montée démographique de la jeunesse est prévue et les débouchés professionnels sont fermés. Les contradictions du capitalisme vont soulever la révolte de cette jeunesse dont le pouvoir ne peut que préparer dès maintenant la répression. Les nouvelles formes d'embrigadement de l'idéologie dominante a besoin d'éducateurs-flics formés dans les écoles de la bourgeoisie, prêts à encadrer les futures révoltes.

Si depuis Mai 68 beaucoup d'éducateurs diplômés se sont radicalisés, c'est surtout les non diplomés, militants syndicalistes ou politiques qui inquiètent le Pouvoir. Alors, l'Etat appuyé par les centrales syndicales, a trouvé la solution : envoyer tout le monde à l'école, plus clairement faire une sélection qui ne pourra être que politique. Pendant cette formation, tous ceux qui refuseront de devenir les agents de la bourgeoisie seront éliminés.

Toute la jeunesse est en danger.

Nous ne voulons pas que toutes ces « expériences » deviennent ce que sont devenues les Maisons de Jeunes et de la Culture, chères à M. Comiti, qui sous couvert d'apolitisme ne sont aujourd'hui que les porte-parole du fascisme.

A nous d'agir en conséquence.

Cercle F. L. Educateurs.

Séquestrons les patrons

PUISQUE LES BUREAUCRATIES SYNDICALES SONT INCAPABLES DE FAIRE PROGRESSER LA RÉVOLUTION, NOUS ALLONS PASSER À L'ACTION DIRECTE PAR LA SEQUESTRATION DES LARBINS DU CAPITAL ET L'EXPROPRIATION DU PATRONNAT

Quoi qu'en dise M. Pompidou, les travailleurs français ne se sentent pas plus heureux que riches. Ils l'ont montré au cours de ces deux derniers mois par l'utilisation de formes radicales de lutte afin de faire échec à une répression patronale, encouragée par l'Etat et sa police, qui se fait de plus en plus dure à mesure que les contradictions entre le prolétariat et les classes dominantes se font plus aigues.

Cette répresion peut se manifester sous diverses formes :

● comme à l'usine Ferodo de Condé-sur-Noireau (Calvados) par la mise à pied pure et simple et au premier prétexte venu d'un ouvrier jugé « trop dangereux ».

● comme dans les mines de Faulquemont (Moselle) ou aux établissements Martinot (entreprise du bâtiment de Fougères) par la fermeture d'un puits ou d'une entreprise, et le licenciement des travailleurs. Le patronat ne perd cependant rien à l'opération puisque celà lui permet de débloquer certains capitaux d'une affaire sans avenir pour l'utiliser dans des secteurs d'industrie de pointe beaucoup plus productifs.

● enfin, aux établissements Leclerc de Fougères (Calvados), par le refus d'augmenter les salaires du personnel, alors que les prix ont subi une extraordinaire hausse en quelques mois.

Mais à Ferodo comme à Faulquemont, chez Martinot comme chez Leclerc, les ouvriers ont décidé de répondre à la violence organisée du Pouvoir par la violence révolutionnaire : des patrons et des cadres ont été séquestrés.

Ces formes d'action directe qui dépassent le cadre restreint des propositions de lutte dépassées, recommandées par les bureaucraties syndicales (de la pétition à la grévette de 24 h), et qui sont en train de se généraliser, inquiètent évidemment au plus haut point la classe dominante. Celle-ci désemparée fait alors appel à son principal garde-fou, la morale chrétienne-bourgeoise dont la condamnation de la violence n'est en fait que la condamnation de la violence de ceux qui veulent abattre la société actuelle. Quant à la violence exercée chaque jour et partout contre le prolétariat elle est soit encouragée, soit passée sous silence.

Mais il lui faut également expliquer comment des travailleurs, des gens comme tous les autres ont pu en arriver là. L'opération consiste surtout à faire croire qu'il s'agit d'individus coupés de leur milieu, plus ou moins influencés par des groupes révolutionnaires eux-mêmes liés à un complot internationnal. Le Monde du 23 décembre participe joyeusement à cette mystification en écrivant : « Dans le passé, les syndicats n'ont jamais préconisé ce type d'action, remis ces derniers temps à la mode par des mouvements clandestins ». Que Le Monde sache que les ouvriers n'ont pas attendu des groupuscules actuels pour user de telles formes de lutte et que le « sabotage », dont nous conseillons la lecture à M. Jacques Fauvet et à ses amis, fut écrit il y a près de trois quart de siècle par le secrétaire général adjoint de la C. G. T. lui-même.

Quant aux centrales syndicales, elles se trouvent dans une situation particulièrement embarrassante. D'un côté elles s'opposent à des formes d'action qui leur échappent et risquent d'effrayer un patronat auprès de qui elles ont usé de tant d'efforts et de patience pour lui prouver leur bonne volonté, dans le but bien déterminé de participer à ses côtés à la gestion de la société. C'est pourquoi elles condamnent l'emploi de tels procédés : la C.F.D.T. a déclaré : «qu'elle n'encourageait pas le recours à la violence» et la C.G.T. par la voix de Georges Seguy, a rappelé que son organisation « a réprouvé depuis Mai 68 les mesures de séquestration de cadres et d'ingénieurs » Mais, ces deux centrales syndicales ne peuvent en aucun cas se couper des masses qui constituent leur capital et leur permettent de parler presque d'égal à égal avec les représentants du gouvernement et du patronat. C'est là le deuxième volet de leurs déclarations, celui où elles expliquent ces actes et les couvrent en quelque sorte : « le recours à la violence résulte du refus de négociations réelles et efficaces » (C.F.D.T.) ; « c'est l'attitude rétrograde du patronat qui est la plupart du temps, à l'origine des incidents » (Seguy). Encore une fois, la lutte des classes est considérée comme un incident malheureux, un accident regrettable...

Que les bureaucrates syndicaux se rassurent : peut-être bientôt n'auront-ils plus l'occasion de se poser de tels problèmes.

En effet, si le mouvement ouvrier prolonge l'accentuation de ses formes d'action d'une radicalisation semblable dans ses objectifs en dépassant les revendications réformistes habituelles, il débouchera sur une remise en cause totale de la société et aspirera à l'autogestion généralisée.

A NANTES, l'action directe

Cet article a été écrit au début du mois de janvier 1971. Depuis le processus de radicalisation du mouvement ouvrier français que nous annonçions, sans grand mérite d'ailleurs tant il paraissait visible, a trouvé une confirmation éclatante à l'usine des Batignoles de Nantes. Au cours de la lutte engagée contre le patronat et l'Etat, les travailleurs de cette entreprise n'ont en effet pas hésité à saccager les bureaux de la Direction afin de donner plus de poids à leurs revendications. Cet acte profondément révolutionnaire et qu'eux-mêmes ont appelé « la fête » n'a pas seulement valeur d'exemple : en s'attaquant à l'administration de l'usine, c'est au service qui a pour rôle de s'occuper de leur propre exploitation qu'ils s'attaquaient.

Quant à la C.G.T., pourtant majoritaire, elle a été une fois encore dépassée par une base qu'elle comprend de moins en moins. Comme d'habitude elle a dénoncé « les éléments incontrôlés » et « la bande de nervis » qui s'est attaquée aux bureaux de Creusot Loire. Pourtant cette fois-ci le mensonge est apparu comme un peu trop gros. Même la presse bourgeoise a dû reconnaître que les « casseurs » n'étaient pas des éléments extérieurs à l'usine, mais bien des travailleurs : « Parmi les salariés qui ont envahi le bureau, il y avait des jeunes, il y avait des vieux et pendant que les machines à écrire volaient par les fenêtres, des dizaines d'autres manifestants ont assisté aux évènements sans s'y opposer » (version d'un militant C.F.D.T. paru dans « Le Monde » du 21 janvier).

La C.G.T. n'a même pas l'excuse d'avoir su mener à bien des luttes purement revendicatives et d'avoir permis un mieux matériel pour les ouvriers : de l'avis de tous, la Direction n'a rien accordé en Mai 68 malgré 5 semaines de grèves, ni après, ce qui n'a pas empêché la C.G.T. de laisser traîner les discussions en longueur. Direction et C.G.T. s'en mordent aujourd'hui les doigts : « Nous avons sans doute manifesté ces derniers mois trop de prudence dans nos discussions » a reconnu M. Beaudonnat, directeur de l'usine des Batignoles, aux représentants des syndicats » (Le Monde, même date).

Evidemment la bourgeoisie s'insurge contre cet état de fait tout comme les réformistes «éclairés» : leur but qui est l'aménagement de l'exploitation en système viable, les poussent à crier casse-cou. Aussi proposent-ils pour sauver ce qui peut encore l'être la collaboration avec les syndicats dont ils regrettent la faiblesse et dont ils savent qu'ils sont le meilleurs frein actuel à l'action révolutionnaire des travailleurs.

Mais si de bons amis se sont ainsi retrouvés, le prolétariat les reconnait déjà comme ses ennemis : patrons et bureaucrates seront pendus à la même corde le jour de la révolution sociale.

Pour contact avec FRONT LIBERTAIRE

Ecrire :

— **Région Sud :** ACRATES, 13, rue de l'Académie, 13-MARSEILLE.

— **Région Nord :** FRONT LIBERTAIRE, 33, rue des Vignoles, PARIS-20e.

MODALITES D'ABONNEMENT :

Abonnement annuel (12 numéros)	**10 F**
Abonnement annuel sous pli fermé	**20 F**
Abonnement de soutien	**25 F**
Abonnement de diffusion :	
5 exemplaires par mois durant 12 numéros	**40 F**
10 exemplaires par mois durant 12 numéros	**80 F**

C.C.P. Martine COMTE 31 695 35 La Source

Directeur de Publication : P. COMTE — Dépôt légal 37.126

I.G.R. 50, rue de la Réunion Paris 20e - 636.64.74